

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne
Monsieur le Maire de Toulouse
Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur l'Archevêque de Toulouse, que je remercie infiniment pour la messe présidée à l'instant à la mémoire des victimes du génocide des Arméniens et aussi pour la résurrection du peuple arménien, debout plus que jamais, un siècle plus tard. Une messe à l'heureuse initiative de Monsieur Torossian, qu'il en soit chaleureusement remercié ici,

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles, militaires et religieuses
Mesdames et Messieurs les représentants des associations,

Mesdames et Messieurs les présidents des associations d'Anciens combattants.

Je remercie tout particulièrement Monsieur Fernand Torossian, Président de l'Association Franco-Arménienne de MP et Monsieur Gérard Fouret-Labrot, Président du Comité d'entente pour avoir mobilisé leurs porte-drapeaux ; mes remerciements s'adressent aussi à Monsieur Robert Gallet-Fourcade, Président du Comité du Souvenir Français de Toulouse/St-Agne-Ramonville et à Monsieur Guy Darmanin, Président National et Départemental de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie et Président de l'Union Fédérale des Anciens Combattants 31.

Je ne puis évidemment citer ici tous les représentants des associations de porte-drapeaux de manière exhaustive même si nombre d'entre eux ont pu se reconnaître dans les Personnalités que je viens de saluer. Soyez assurés de la profonde gratitude de tous les Arméniens et Français d'origine Arménienne ici présents. Il était, pour nous tous, absolument fondamental que ce 24 avril 2015 fut marqué par une Cérémonie de Devoir de Mémoire à la hauteur de l'évènement que constitue le centenaire du génocide de 1915.

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Nous voilà à nouveau réunis en ce lieu sacré pour commémorer le Centenaire du génocide des arméniens en ce jour symbolique du 24 avril en référence à la nuit du 24 avril 1915 où plusieurs centaines d'intellectuels et notables arméniens ont été arrêtés avant d'être exécutés : c'était le coup d'envoi de ce qui sera appelé, plus tard, le 1^{er} génocide du 20^e siècle.

Une œuvre machiavélique, préméditée, conçue et préparée contre une partie de sa propre population, dans le plus grand secret, par le gouvernement Jeunes-Turcs, héritier d'un empire en déliquescence, profitant d'un alibi inespéré, la folie barbare qui avait embrasé l'Europe toute entière durant la Grande Guerre dont nous commémorons depuis l'an dernier le centenaire.

Permettez-moi de rendre hommage, en présence des représentants des associations d'anciens combattants présents aujourd'hui ici, de rendre hommage à un juste parmi les justes, au vice-amiral Louis Dartige du Fournet qui commandait la troisième escadre française basée en Syrie, chargée de faire appliquer le blocus des côtes turques décrété en août 1915, et qui sauva les 12 et 13 septembre, sous sa propre responsabilité, sans consignes claires de son commandement, plus de 4.000 arméniens réfugiés au Mont Moussaler, les libérant d'un siège de plus de 40 jours. Ce n'est que très récemment, en 2010 que les descendants de ces rescapés ont retrouvé la tombe du vice-amiral Louis Dartige du Fournet, à St-Chamassy, dans la Dordogne, et honorent sa mémoire chaque année après avoir gravé le drapeau portant la Croix qui avait permis de les repérer.

Je ne reviendrais pas sur les motivations et les circonstances de ce cataclysme qui a frappé le peuple arménien au début du 20^e siècle car la vérité est incontestable, une vérité documentée, riche de mille témoignages que ce soit de la part de journalistes, d'attachés consulaires ou

diplomatiques, de religieux et de missionnaires... analysés et exploités dans des ouvrages scientifiques rédigés par une minorité d'arméniens. Et d'ailleurs, les principaux artisans du génocide des Arméniens, Enver Pacha, ministre de la guerre, Talaat, ministre de l'intérieur et Jemal Pacha, ministre de la marine ont été traduits, ainsi que d'autres, par une cours martiale truquée, dès 1919 et condamnés à la peine de mort, par contumace avec une série de preuves retenues par la cours à cette époque. Je ne reviendrais donc pas sur les faits car ils sont connus et l'enjeu est ailleurs.

En effet, un siècle après ces faits, nous aurions pu nous réunir afin d'accomplir notre devoir de mémoire pour que ne soient pas oubliées les 1.500.000 victimes disparues, et de forger la conscience des jeunes générations contre toute répétition de l'histoire. Nous sommes évidemment réunis ici pour cela mais malheureusement, pas uniquement pour cela car, 100 ans après, nous sommes encore au stade de réclamer une reconnaissance de la part de nos bourreaux ! Et comment ne pas avoir une pensée en ce jour aux victimes de la Shoah et aux Tutsis du Rwanda !

C'est dès le lendemain de la Grande Guerre, dès 1919, que le gouvernement turc commence à mettre en place un dispositif qui se poursuit jusqu'à ce jour : cette scandaleuse entreprise de négation du génocide qu'elle vient de commettre ! Une négation qui irradie non seulement tous les domaines de la société et des classes sociales de la population, à travers les manuels scolaires, livres d'histoire et collections muséographiques mais elle est aussi exportée à travers le monde entier.

La négation ne suffisant pas, c'est pire encore, la falsification de l'histoire qui est promue, où ce sont les arméniens qui sont présentés comme les bourreaux des turcs : c'est le monde à l'envers !! Comment le peuple arménien peut-il espérer panser ses plaies en l'absence d'une reconnaissance par les auteurs d'un tel crime ? Comment pouvons-nous faire notre travail du deuil de nos victimes alors que la Turquie, encore aujourd'hui, se drape dans un discours négationniste, aux antipodes de la vérité ?

Malheureusement, l'occident a pris une part considérable dans cette situation désastreuse non seulement pour le peuple arménien, mais pour l'humanité dans son ensemble car la question de la reconnaissance du génocide des Arméniens dépasse largement le seul périmètre du peuple arménien.

Depuis le début, encouragés ou du moins non contraints par une attitude ambiguë, ambivalente et complaisante... les pays occidentaux, pourtant si attachés aux valeurs démocratiques et humanistes, jouent la carte de la *Realpolitik*, cautionnant à travers leur silence envers le comportement de la Turquie, une attitude qui va coûter cher à l'ensemble de l'humanité, je le répète. Car, l'œuvre de négationnisme ayant atteint ses limites, il se développe alors dans les années 1960 à l'international en finançant des chaires de scientifiques qui se mettent au service de thèses négationnistes n'hésitant pas à réécrire leur propre littérature de façon fallacieuse.

Cette œuvre maléfique, démarrée dès la fin du 19^e siècle, avec les massacres du Sultan Abdul Hamid, se poursuit tout au long du 20^e siècle... Oui, tout au long du 21^e siècle car dès l'indépendance de l'Arménie, en 1991, au lendemain de la chute du régime soviétique, la Turquie met en place un blocus économique rapidement rejoint par l'Azerbaïdjan, lui-même en conflit armé avec l'Arménie, entre 1991 et 1994, suite à l'autodétermination en République indépendante du Haut-Karabagh, cette enclave arménienne située en Azerbaïdjan. Un conflit qui a fait des milliers de morts des deux côtés, mais qui a surtout vu se renouveler des massacres d'Arméniens et des pogroms, en 1993, à Soumgaït, aux portes de Bakou... Un conflit qui perdure encore, autour d'un statu quo fragile, qui fait des morts tous les jours parmi les soldats mobilisés sur le front.

Et l'œuvre maléfique se poursuit avec une nauséabonde impression du parachèvement d'un génocide démarré au début du 20^e siècle qui nous interpelle encore aujourd'hui !

Nous sommes tous très bien informés des exactions commises par l'organisation DAESH contre les chrétiens d'orient, que subissent aussi les Assyriens ici présents à nos côtés, avec ces scènes d'horreur auxquelles nous assistons pratiquement tous les jours à travers les décapitations et les massacres de masses qui se produisent en Asie mineure. Les images que vous voyez en ce 21^e siècle sont ceux qu'a subit le peuple arménien au début du 20^e siècle. Un siècle plus tard l'histoire se répète avec la même indifférence ou l'impuissance de l'opinion publique à y réagir. C'est le berceau de l'Humanité qui est aujourd'hui en train de disparaître, aussi bien à travers sa population, qu'elle soit chrétienne ou musulmane d'ailleurs, qu'à travers les vestiges historiques qu'il regorge. Alors que nous sommes là transis dans nos réflexions laïques sur le pas convenable à franchir ou la frontière à ne pas dépasser...

Nous avons condamné l'an dernier, à cette même place, l'attaque de la ville, à très forte majorité arménienne, de Kessab au nord de la Syrie, par des troupes terroristes islamistes qui avaient franchies librement la frontière turco-syrienne pour la saccager. Depuis, c'est le mausolée arménien de Der el Zor, ce funeste terminus dans le désert syrien disposant d'un ossuaire des victimes du génocide des Arméniens, qui a été dynamité par ces hordes islamistes. A titre de comparaison, c'est comme si demain on nous annonçait que le musée d'Auschwitz était dynamité !

Et, depuis une semaine, ce sont les quartiers chrétiens de la ville d'Alep, au nord de la Syrie, qui sont bombardés et plus spécialement les quartiers arméniens par des frappes incessantes d'obus.

Jusqu'à quand allons-nous ménager cet « allier » turque qui a transformé son pays en un gigantesque hub pour Djihadistes venus du monde entier pour rejoindre les armées du crime ?

Un siècle de complaisance et de *Realpolitik* donnent finalement le droit à l'Etat Turc, aujourd'hui à poursuivre son œuvre machiavélique démarré il y a plus d'un siècle sans la moindre inquiétude !

J'en appelle donc à notre responsabilité commune, à la responsabilité de nos politiques qui doivent aujourd'hui, au lendemain du 11 janvier 2015, suite aux attentats survenus à Paris ou à Copenhague... J'en appelle à nos hommes politiques qui doivent s'interroger sur la portée de la nature de leur engagement. Il n'est plus possible de se satisfaire de demi-mesure... jusqu'à quand allons-nous brader nos valeurs démocratiques et humanistes pour une poignée de pétrodollars ? Comment allons-nous expliquer à nos enfants la situation intenable dans laquelle nous nous trouvons où nous devons nous méfier de notre voisin et installer des caméras partout pour essayer de retrouver celui qui va commettre le prochain attentat, car vous le savez aussi... et malheureusement, il y en aura d'autres...

La mobilisation des arméniens et des sympathisants de leur cause, à travers le monde entier en cette année du Centenaire, donne lieu à un chapelet de reconnaissances, à commencer par les paroles du Pape François qui a eu le courage non seulement de reconnaître le génocide des Arméniens mais de condamner son négationnisme. Le Parlement européen, en demandant à la Turquie de reconnaître son crime, a confirmé à 28 Etats-membres ce qu'il avait déjà reconnu dès 1987 alors composé de 12 Etats-membres... hier c'est l'Autriche qui a reconnu à travers une motion le génocide des Arméniens et aujourd'hui c'est l'Allemagne qui se rallie à ce mouvement de vérité, allant jusqu'à reconnaître sa coresponsabilité et à présenter ses excuses au peuple arménien, en faisant fi de considérations géopolitiques et électoralistes.

Mais la seule reconnaissance qui compte réellement est celle de la Turquie, et il ne peut pas y avoir de reconnaissance par la Turquie tant que la machine négationniste ne sera pas enrayée. Pour cela, les arméniens de France exigent une loi qui punisse toute négation de crime contre

l'humanité. Il n'est pas du tout question d'une loi sur mesure mais ni plus ni moins que de la transposition d'une directive européenne dans notre arsenal juridique national qui permettrait de lutter à armes égales contre ce fléau que représente le négationnisme.

Il est de notre devoir de lutter et d'aider la société turque à briser davantage ce tabou et à préparer le terrain à une future reconnaissance par la Turquie d'un génocide commis sous l'Empire Ottoman et dont elle en sortirait grandie ce jour-là. Et je ne peux pas ne pas avoir une pensée à Hrant Dink journaliste arménien de nationalité turque, humaniste et cheville ouvrière du rapprochement entre le peuple arménien et turque, qu'il a payé de sa vie, le 27 janvier 2007, et dont l'assassinat a marqué un tournant dans la société civile turque.

A l'instar de l'Amicale des Arméniens de Toulouse Midi-Pyrénées qui a proposé une série de manifestations culturelles pour sensibiliser nos concitoyens sur le génocide des Arméniens. D'autres événements sont prévus dans les semaines à venir, nous recevrons à Toulouse, au mois de mai, Pinar Selek, jeune sociologue Turque qui a édité un ouvrage intitulé « Parce qu'ils sont Arméniens ». A l'instar de l'Amicale des Arméniens et de la Ville de Toulouse, qui nous a apporté un soutien conséquent il faut le dire, il serait très utile de relayer ces efforts pourquoi pas à l'aide du Conseil Départemental, à travers une exposition sur les grilles de son enceinte par exemple, et même le Conseil Régional pour démontrer la mobilisation de l'ensemble des acteurs socio-économiques et aussi politiques pour la révélation de la vérité et l'obtention de la justice !

Ainsi, cent an après, le combat continu, plus que jamais, pour qu'enfin, l'Etat Turque reconnaisse sa responsabilité dans le génocide des Arméniens de 1915 et entame un travail de réconciliation et de réparation.

Je vous remercie pour votre attention,
Stéphane Kojayan
Président de l'Amicale des Arméniens de Toulouse Midi-Pyrénées
Centre Culturel Franco-Arménien
15, avenue des écoles Jules Julien
31400 Toulouse - www.guiank.org

Discours prononcé le 24 avril 2015, à Toulouse, lors des cérémonies commémoratives officielles du centenaire du génocide des Arméniens de 1915 au monument élevé à la gloire des combattants de la Haute-Garonne, en présence ces autorités représentées par le Sous-Préfet de la Haute-Garonne, Thierry Bonnier, Virginie Houadec, représentant le Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées, Georges Méric, Président du Conseil Départemental, Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse, Monseigneur Robert Le Gall, Archevêque de Toulouse, Nicole Yardéni, Présidente du CRIF-MP et Gérard Follus, Président de la LICRA-MP.